



CHAPITRE 60

Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Organisme institué.
Nom.

1. Un organisme, ci-après appelé « la Société », est institué sous le nom, en français de « Société du parc industriel du centre du Québec », et, en anglais, de « Central Québec Industrial Park Corporation ».

Objet principal.

2. La Société a pour principal objet de favoriser l'essor économique du centre du Québec en aménageant la partie du territoire de la ville de Bécancour qui est décrite à l'annexe afin d'y établir un parc industriel et de le pourvoir de toutes les installations qui peuvent être requises pour assurer son développement.

Corporation.

3. La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Mandataire du gouvernement.

4. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement du Québec.

CHAPTER 60

Central Québec Industrial Park Corporation Act

[Assented to 18th December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INCORPORATION

1. There shall be a body, hereinafter called "the Corporation", under the name of "Central Québec Industrial Park Corporation" in English and "Société du parc industriel du centre du Québec" in French. Body constituted.
Name.

2. The main object of the Corporation shall be to promote the economic progress of central Québec by developing that part of the territory of the town of Bécancour described in the schedule in order to establish there an industrial park and to provide it with all the facilities that may be required to ensure its development. Main object.

3. The Corporation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation, with such special powers as are assigned to it by this act. Corporation.

4. The Corporation shall have the rights and privileges of a mandatar of the Government of the province of Québec. Government mandatar.

Siège social.

5. La Société a son siège social dans la ville de Bécancour; elle peut toutefois le transporter dans une autre localité déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

5. The corporate seat of the Corporation shall be in the town of Bécancour, but it may transfer it to another locality determined by the Lieutenant-Governor in Council; such change shall come into force upon publication of a notice thereof in the *Québec Official Gazette*.

Membres, etc.

6. La Société est formée de sept membres nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui choisit le président et le vice-président parmi eux.

6. The Corporation shall be composed of seven members appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council who shall choose the president and the vice-president from amongst their number.

Honoraires, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou traitements ou, suivant le cas, les traitements additionnels de chacun des membres.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary, or the additional salary, as the case may be, of each of the members.

Durée des fonctions.

7. Les membres de la Société demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, nonobstant l'expiration de leur mandat.

7. The members of the Corporation shall remain in office until reappointed or replaced, notwithstanding the expiry of their term of office.

Remplacement de membres incapables d'agir.

8. Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.

8. In the case of inability to act of the president by reason of absence or illness, he shall be replaced by the vice-president; whenever another member is so unable to act, he may be replaced by a person appointed to exercise his functions while he is unable to act; such person shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his fees, allowances, salary or additional salary.

Directeur général.

9. La Société est assistée, dans l'exercice de ses fonctions, d'un directeur général nommé pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe son traitement ou, suivant le cas, son traitement additionnel.

9. The Corporation shall be assisted in the exercise of its functions by a general manager appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix his salary or additional salary, as the case may be.

Administration.

10. Le directeur général est responsable de l'administration de la Société dans le cadre de ses règlements.

10. The general manager shall be responsible for the administration of the Corporation within the scope of its by-laws.

Services exclusifs.

11. Le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail de la Société et des devoirs de sa fonction.

11. The general manager shall devote his time exclusively to the work of the Corporation and the duties of his office.

Secrétaire, etc.

12. Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Société sont nommés et rémunérés suivant la Loi

12. The secretary and other officers and employees of the Corporation shall be appointed and remunerated in accordance

de la fonction publique; le directeur général exerce à ce sujet les pouvoirs que cette loi attribue au sous-chef d'un ministère.

with the Civil Service Act; the general manager shall exercise in this respect the powers assigned by such act to the deputy-head of a department.

Conflit
d'intérêts.

13. Aucun membre de la Société non plus que le directeur général de la Société ni ses fonctionnaires et employés ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société.

13. No member, officer or employee of the Corporation shall, nor shall the general manager thereof, under pain of forfeiture of his office, have any direct or indirect interest in an undertaking that puts his personal interest in conflict with that of the Corporation.

Conflict-
ing inter-
ests for-
bidden.

Excep-
tion.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Proviso.

Quorum.

14. Le quorum de la Société est de quatre membres.

14. Four members shall constitute a quorum of the Corporation.

Quorum.

Séances.

La Société peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

The Corporation may hold its meetings at any place in the province of Québec.

Meeting.

Règle-
ments.

15. La Société peut, sous réserve des dispositions de la présente loi, faire des règlements pour sa régie interne. Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

15. Subject to the provisions of this act, the Corporation may make by-laws for its internal management. Such by-laws shall not come into force until after approval by the Lieutenant-Governor in Council.

By-laws.

Procès-
verbaux
des
séances.

16. Les procès-verbaux des séances de la Société, certifiés par le directeur général ou le secrétaire, sont authentiques.

16. The minutes of the meetings of the Corporation, certified by the general manager or the secretary, shall be authentic.

Minutes
of
meetings.

Rapport
trimes-
triel.

17. La Société doit, tous les trois mois, faire au ministre de l'industrie et du commerce un rapport de ses activités pour les trois mois qui précèdent.

17. Every three months, the Corporation shall make to the Minister of Industry and Commerce a report of its activities for the three preceding months.

Quarterly
reports.

Rapport
annuel.

La Société doit aussi, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente.

Not later than the 30th of June each year, the Corporation shall also make to the Minister a report of its activities for its preceding fiscal year.

Annual
report.

Contenu.

Ces rapports doivent aussi contenir tous les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre peut prescrire.

Such reports shall also contain all information which the Lieutenant-Governor in Council or the Minister may prescribe.

Content.

Dépôt
devant la
Légis-
lature.

Le rapport annuel est déposé devant l'Assemblée législative si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

The annual report shall be laid before the Legislative Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

Report to
Legisla-
tive
assembly.

Rensei-
gnements
au
ministre.

18. La Société doit fournir au ministre de l'industrie et du commerce tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

18. The Corporation shall give the Minister of Industry and Commerce any information he may require respecting its operations.

Informa-
tion to
Minister.

Année financière. **19.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

Vérification. Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés par l'auditeur de la province chaque année et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; les rapports de l'auditeur doivent accompagner le rapport annuel de la Société.

19. The fiscal year of the Corporation shall end on the 31st of March in each year. Fiscal year.

The books and accounts of the Corporation shall be audited by the provincial auditor each year and also whenever so ordered by the Lieutenant-Governor in Council; the reports of the auditor shall accompany the annual report of the Corporation. Audit.

SECTION II

POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

Acquisition d'immeubles. **20.** La Société peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble ou autre droit réel qui est situé dans le territoire décrit à l'annexe et qu'elle juge nécessaire à la réalisation de ses fins.

Idem. Elle peut aussi, avec la même approbation, acquérir de gré à gré tout autre immeuble ou droit réel situé dans la municipalité de Bécancour.

Plan d'aménagement. **21.** La Société établit un plan d'aménagement du territoire décrit à l'annexe dont elle est propriétaire ou de toute partie de ce territoire.

Contenu. Tout plan visé à l'alinéa précédent doit indiquer:

a) les fins auxquelles doivent servir chacune des parties du territoire;

b) l'emplacement et la largeur des rues ainsi que des ruelles ou places publiques qui y sont projetées;

c) les services publics qui devront être installés ou modifiés;

d) les endroits où seront construits les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et tous autres immeubles, y compris les édifices publics.

Approbation du plan. Un tel plan, de même que les modifications, pourront lui être apportées, sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil; une fois approuvés, ils doivent être conservés dans les archives de la Société pour consultation, par quiconque le désire, à toute heure raisonnable du jour.

DIVISION II

POWERS OF THE CORPORATION

20. The Corporation, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may acquire, by agreement or by expropriation, any immovable or other real right situated within the territory described in the schedule and which it deems necessary for the carrying out of its objects. Acquisition of immovables.

It may also, with the same approval, acquire by agreement any other immovable or real right situated in the municipality of Bécancour. Idem.

21. The Corporation shall establish a development plan for the territory described in the schedule which is owned by it or for any part of such territory. Development plan.

Any plan contemplated in the preceding paragraph shall indicate: Details.

(a) the purposes for which each part of the territory is to be used;

(b) the location and width of the streets and lanes or public places included in the project;

(c) the public services that will have to be installed or changed;

(d) the places where dwellings, commercial or industrial establishments and all other buildings, including public buildings, will be erected.

Such a plan, and any changes that may be made thereto, shall have no effect until approved by the Lieutenant-Governor in Council; when approved, they shall be preserved in the records of the Corporation for consultation by any person who wishes to examine them, at any reasonable hour of the day. Approval of plan.

Contrats
de
\$25,000
ou plus.

22. 1. La Société peut exécuter tous les travaux requis pour la mise en oeuvre de tout plan visé à l'article 21 mais à moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, un contrat pour l'exécution de travaux ou la fourniture de matériel ou de matériaux ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans au moins un journal quotidien.

Délai des
soumis-
sions.

2. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours.

Bases
pour
octroi des
contrats.

3. Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

a) à prix forfaitaire;

b) à prix unitaire.

Ouverture
des
soumis-
sions.

4. Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions.

Idem.

5. Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

Idem.

6. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Octroi
des
contrats.

7. La Société ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre de l'industrie et du commerce, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

Location,
etc., d'im-
meubles.

23. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, louer, échanger, vendre ou autrement aliéner tout immeuble ou droit réel qui lui appartient.

Entente
avec
Bécancour.

24. La Société est autorisée à conclure une entente avec la ville de Bécancour relativement à l'application des règlements de la ville et à l'exercice de ses pouvoirs sur toute partie du territoire décrit à l'annexe dont la Société est propriétaire; une telle entente s'appliquera également à toute partie de ce territoire que la Société aliénera ou dont elle deviendra propriétaire, à partir du moment où elle le sera.

22. (1) The Corporation may carry out all the works required for the implementation of any plan contemplated in section 21, but unless it involves an expenditure of less than \$25,000, a contract for the execution of works or the supply of equipment or materials shall not be awarded except after a call for public tenders by advertisement in at least one daily newspaper.

Contracts
for
\$25,000
or more.

(2) The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days.

Delay for
tenders.

(3) Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

Bases of
contracts.

(a) for a fixed price;

(b) at unit prices.

(4) All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders.

Opening
of
tenders.

(5) All those who have tendered may be present at the opening of the tenders.

Idem.

(6) The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

Idem.

(7) The Corporation shall not, without the previous authorization of the Minister of Industry and Commerce, award the contract to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay.

Award-
ing
contract.

23. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may lease, exchange, sell or otherwise alienate any immovable or real right belonging to it.

Leasing,
etc., of
immov-
ables.

24. The Corporation is authorized to make an agreement with the town of Bécancour respecting the application of the by-laws of the town and the exercise of its powers over any part of the territory described in the schedule that is owned by the Corporation; such an agreement shall apply also to any portion of such territory which the Corporation may alienate or acquire, from the time of such alienation or acquisition.

Agree-
ment
with
Bécancour.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

La ville peut aussi, par une telle entente, déléguer à la Société toute partie de ses pouvoirs sur le territoire qui en fait l'objet.

Approba-
tion de
l'entente.

Une telle entente doit, pour être valide, être soumise au ministre des affaires municipales ainsi qu'au ministre de l'industrie et du commerce et être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Suspend-
sion de
règle-
ment, etc.

Si la Société et la ville n'ont pu s'entendre sur les termes d'une telle entente, la Commission municipale de Québec peut, à la demande de la Société mais après avoir entendu la ville de Bécancour, suspendre, pour la durée qu'elle indique, l'application de tout règlement ou l'exercice de tout pouvoir de la ville dans toute partie dudit territoire.

Publica-
tion.

Une telle entente et une telle décision de la Commission municipale de Québec sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*.

Taxes
foncières.

25. La Société doit payer des taxes municipales et scolaires sur les biens immobiliers qu'elle possède.

Entente
pour fixer
le mon-
tant des
taxes.

Elle peut conclure une entente avec la ville de Bécancour et toute commission scolaire sur le territoire de laquelle sont situés ses immeubles, afin de fixer le montant des taxes que la Société lui paiera en tenant compte de la valeur et de l'utilisation de ses immeubles ainsi que du taux de la taxe en vigueur dans la ville ou la municipalité scolaire dont il s'agit; le montant ainsi payable ne doit toutefois pas être inférieur à celui qui serait payé si les immeubles de la Société étaient tous des terres en culture.

Approba-
tion de
l'entente.

Une telle entente doit, pour être valide, être soumise au ministre de l'industrie et du commerce et, suivant le cas, au ministre des affaires municipales ou au ministre de l'éducation, et être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoirs.

La ville et toute telle commission scolaire ont les pouvoirs requis pour mettre toute telle entente à exécution.

Défaut
d'entente.

Si la Société et la ville ou une commission scolaire ne peuvent s'entendre sur les termes d'une telle entente, la Commission municipale de Québec peut, à la demande de la Société mais après avoir entendu la

The town may also, under such agreement, delegate to the Corporation any part of its powers respecting the territory covered by the agreement.

Delega-
tion of
powers of
town.

Such an agreement, to be valid, must be submitted to the Minister of Municipal Affairs and to the Minister of Industry and Commerce and be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval
of agree-
ment.

If the Corporation and the town have been unable to agree on the terms of such an agreement, the Québec Municipal Commission, upon application by the Corporation but after having heard the town of Bécancour, may suspend, for such time as it indicates, the application of any by-law or the exercise of any power of the town in any part of the said territory.

Suspend-
sion of
by-law,
etc.

Every such agreement and every such decision of the Québec Municipal Commission shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Publica-
tion.

25. The Corporation shall pay the municipal and school taxes on the immoveable property that it owns.

Real
estate
taxes.

It may make an agreement with the town of Bécancour and any school board in whose territory its immoveables are situated, in order to fix the amount of the taxes that the Corporation shall pay to it having regard to the value and use of its immoveables and the rate of the tax in force in the town or the school municipality concerned; but the amount so payable shall not be less than that which would be paid if the immoveables of the Corporation were all lands under cultivation.

Agree-
ment
fixing
amount
of taxes.

Such an agreement, to be valid, must be submitted to the Minister of Industry and Commerce and to the Minister of Municipal Affairs or the Minister of Education, as the case may be, and be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval
of agree-
ment.

The town and any such school board shall have the necessary powers to carry out any such agreement.

Powers.

If the Corporation and the town or a school board cannot agree on the terms of such an agreement, the Québec Municipal Commission, upon application by the Corporation but after having heard

Failure
to agree.

ville ou la commission scolaire intéressée, selon le cas, statuer sur toute question qui aurait pu faire l'objet d'une telle entente et la décision de la Commission est exécutoire pour la durée qu'elle indique.

Publica-
tion.

Une telle entente et une telle décision de la Commission municipale de Québec sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*.

Cession
d'immeu-
bles.

26. La Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, céder toute partie de ses immeubles ou droits réels à la ville de Bécancour.

the town or school board concerned, as the case may be, may decide any matter which may have been covered by such an agreement, and the decision of the Commission shall be binding for such time as it indicates.

Publica-
tion.

Any such agreement and any such decision of the Québec Municipal Commission shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Transfer
of im-
move-
ables.

26. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may transfer any portion of its immovables or real rights to the town of Bécancour.

SECTION III

FINANCEMENT

Em-
prunts.

27. Avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, la Société peut contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Paiements
garantis,
etc.

28. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Paiement
par le gou-
verne-
ment.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Imputa-
tion des
revenus.

29. Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des taxes et au remboursements des emprunts et autres obligations de la Société ainsi que des avances faites

DIVISION III

FINANCING

Loans.

27. With the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Corporation may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

28. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may:

Guarantee
of pay-
ment, etc.

(a) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Corporation and the performance of any of its obligations;

(b) authorize the Minister of Finance to advance to the Corporation any amount deemed necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

The sums which the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Corporation shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Pay-
ments by
govern-
ment.

29. The amounts derived from the operations of the Corporation shall be appropriated for the payment of the taxes and repayment of the loans and other obligations of the Corporation and

Disposal
of
revenue.

par le ministre des finances, et le solde est versé au fonds consolidé du revenu.

of the advances made by the Minister of Finance, and the balance shall be paid into the consolidated revenue fund.]]

Sommes
requises.

30. Les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1968/69, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

30. The other sums required for the carrying out of this act shall be taken for the fiscal year 1968/69 out of the consolidated revenue fund, and for subsequent fiscal years out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.]]

S.R., c.
14, a. 45,
mod.

31. L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 15, l'article 8 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 6, l'article 83 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 17, l'article 5 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 13, l'article 39 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 11, l'article 4 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 18, l'article 3 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 12, et par l'article 72 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 9, est de nouveau modifié en insérant, dans le paragraphe 7°, après les mots « l'Office de développement et d'aménagement du Québec », ce qui suit: « , le directeur général de la Société du parc industriel du centre du Québec ».

31. Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 15, section 8 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 6, section 83 of the act 17 Elizabeth II, chapter 17, section 5 of the act 17 Elizabeth II, chapter 13, section 39 of the act 17 Elizabeth II, chapter 11, section 4 of the act 17 Elizabeth II, chapter 18, section 3 of the act 17 Elizabeth II, chapter 12, and by section 72 of the act 17 Elizabeth II, chapter 9, is again amended by inserting after the words "the Québec Development Bureau" in paragraph 7 the following: ", the general manager of the Central Québec Industrial Park Corporation".

Applica-
tion de la
loi.

32. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

32. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the carrying out of this act.

Entrée en
vigueur.
(15 jan.
1969,
G.O.,
p. 452).

33. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

33. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

Coming
into force.
(Jan 15,
1969,
O.G.,
p. 452).

ANNEXE

SCHEDULE

DESCRIPTION DES LIMITES

DESCRIPTION OF BOUNDARIES

Un territoire situé dans la ville de Bécancour, comprenant en se référant aux cadastres officiels des paroisses Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt et de Sainte-Angèle-de-Laval, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, îles, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

Partant du point d'intersection de la rive sud du fleuve Saint-Laurent avec la ligne nord-est du lot 1 du cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en se référant audit cadastre officiel, la ligne nord-est du lot 1; le côté nord-ouest de la route no 3 jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 226; ledit prolongement à travers la route no 3 et ladite ligne nord-est du lot 226 jusqu'au côté sud-est du chemin du Côteau de Roche; le côté sud-est dudit chemin jusqu'au prolongement à travers ledit chemin de la ligne sud-ouest du lot 200; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 200, cette ligne se prolongeant jusqu'au côté nord-ouest de la route no 3; le côté nord-ouest de la route no 3 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 198; la ligne sud-ouest des lots 198, 145 et 146 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancourt; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 531; ledit prolongement; la ligne nord-ouest du lot 531 jusqu'à la ligne médiane de la rivière Judith; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne la plus au nord-est du lot 11 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval; puis en se référant audit cadastre, ledit prolongement; la ligne la plus au nord-est du lot 11 et la ligne nord-est du lot 10, cette dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-

A territory situated in the town of Bécancour, comprising, with reference to the official cadastres of the parishes of Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt and St. Angèle-de-Laval, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and the roads, highways, islands, watercourses or parts thereof, the whole comprised within the following limits, namely:

Starting at the point of intersection of the south shore of the river St. Lawrence with the northeast line of lot 1 of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt; thence, successively, the following lines and demarcations: with reference to the said official cadastre, the northeast line of lot No. 1; the northwest side of highway No. 3 to the extension of the northeast line of lot 226; the said extension across highway No. 3 and the said northeast line of lot 226 to the southeast side of Côteau de Roche road; the southeast side of the said road to the extension across the said road of the southwest line of lot 200; the said extension and the said southwest line of lot 200, such line extending to the northwest side of highway No. 3; the northwest side of highway No. 3 to the southwest line of lot 198; the southwest line of lots 198, 145 and 146 and its extension to the centre line of the Bécancourt river; the centre line of the said river upstream to the extension of the northwest line of lot 531; the said extension; the northwest line of lot 531 to the centre line of the Judith river; the centre line of the said river upstream to the extension of the northeasternmost line of lot 11 of the official cadastre of the parish of St. Angèle-de-Laval; then, with reference to the said cadastre, the said extension; the northeasternmost line of lot 11 and the northeast line of lot 10, the latter extended to the centre line of the St. Lawrence river; the centre line of the said river downstream to the extension of the northeast line of lot 1 of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Nativité de Bécancourt and finally the

est du lot 1 du cadastre officiel de la paroisse de Notre Dame de la Nativité-de-Bécancourt et enfin ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ.

said extension southeasterly to the starting point.